

Ne collaborez pas avec l'apartheid !



Ne collaborez pas avec l'apartheid !

Un appel de la société civile palestinienne aux universités, universitaires, étudiants et personnes de conscience d'Europe

20 octobre 2011

Organisations universitaires, estudiantines et de la société civile palestiniennes

L'État d'Israël pratique un système d'occupation, de colonialisme et d'apartheid contre le peuple palestinien, mais il ne le fait pas sans y être aidé. Les entreprises militaires israéliennes sont les premières complices des violations persistantes et graves par Israël du droit international. Elles fournissent l'armement et la technologie qui permettent à Israël de commettre ses atrocités et violations quotidiennes des droits humains, et elles participent directement à la construction du Mur d'apartheid d'Israël, déclaré illégal par la Cour internationale de Justice le 9 juillet 2004 (1). Les universités et instituts de recherche israéliens sont profondément impliqués dans les projets de recherche militaire et de développement d'armes, qui les mettent au cœur de la planification et de la perpétration des crimes de guerre israéliens (2).

Les organisations universitaires, estudiantines et de la société civile palestiniennes déplorent par conséquent l'importante collaboration en matière de recherche qui existe entre les universités européennes et les entreprises militaires, universités et instituts de recherche israéliens qui sont complices des violations israéliennes du droit international et des droits humains. Nous appelons à une cessation immédiate de toute collaboration en matière de recherche avec les entreprises militaires et tous les instituts de recherche israéliens impliqués dans les violations du droit international et des droits humains.

La collaboration dans la recherche, facilitée par l'Accord d'association Union européenne/Israël, est particulièrement préoccupante. Le 7^e Programme-cadre (7^e PC) est un programme de financement européen de la recherche de plusieurs milliards d'euros au profit d'universités et entreprises de différents pays afin qu'elles travaillent de concert sur des projets de recherche spécifiques. Grâce à cet Accord d'association UE/Israël, et en dépit des violations constantes par Israël de sa clause relative aux droits humains, les entreprises militaires et institutions de recherche israéliennes accèdent au 7^e PC et sur un pied d'égalité avec celles des autres États membres de l'UE (3).

Les entreprises militaires israéliennes, telles Elbit Systems et Industries aérospatiales israéliennes - toutes deux aidant à la construction en cours du Mur illégal d'apartheid d'Israël et toutes deux ayant fourni les drones qui furent déployés par Israël pour tuer des civils durant l'opération Plomb durci (contre la bande de Gaza) – perçoivent des fonds publics de l'UE et collaborent avec les universités européennes dans le cadre de leur participation aux projets du 7^e PC (4). Les institutions universitaires israéliennes, profondément complices, telle Technion tristement célèbre pour son rôle dans le développement des armes utilisées dans les massacres par Israël des civils palestiniens et libanais, participent à des projets « sécurité » qui peuvent manifestement les aider dans le développement de technologies et connaissances utilisées pour opprimer les droits palestiniens (5). Même Ahava, société de cosmétiques israélienne qui a fait l'objet d'une campagne internationale de boycott, désinvestissements et sanctions (BDS) axée sur le fait qu'elle est installée dans la colonie israélienne illégale de Mitzpe Shalem et que celle-ci en est partiellement propriétaire, même Ahava participe aux projets du 7^e PC qui lui garantit l'accès aux fonds publics et à un partenariat avec des universités britanniques, italiennes, basques, et plus encore (6). Une telle implication de sociétés et universités si profondément complices viole de façon flagrante les principes directeurs mêmes de l'Union européenne conditionnant la participation aux projets du 7^e PC.

Les universités et institutions de recherche qui mènent des recherches conjointes avec des entreprises militaires et d'autres organisations israéliennes aidant à l'aliénation des droits palestiniens fournissent le support matériel et

politique qui autorise et encourage Israël à continuer d'enfreindre le droit international en toute impunité. Non seulement une telle démarche conjointe donne un vernis de normalité aux institutions au cœur du système colonial d'Israël, mais elle leur permet aussi probablement d'en tirer parti directement, et soutient plus profondément le développement de technologies et techniques utilisées pour supprimer dans la violence les droits humains palestiniens. Loin d'exister dans une bulle « apolitique », une recherche conjointe de ce type contribue directement aux injustices et aux violations du droit international et des droits fondamentaux auxquelles sont confrontés les Palestiniens. Elle rend ces universités et centres de recherche européens « directement complices » des violations du droit international et des droits humains.

La nature de la participation israélienne aux projets du 7^e PC fournit une preuve supplémentaire de la nécessité pour l'UE, d'annuler l'Accord d'association UE/Israël et impose un embargo militaire total sur Israël, et pour les universités et institutions de recherche européennes, :

1 – de mettre fin immédiatement à toute collaboration en matière de recherche avec les entreprises militaires et toutes les institutions de recherche israéliennes impliquées dans la violation du droit international et des droits humains ;

2 – d'élaborer des politiques et mécanismes garantissant qu'aucune autre collaboration de cette sorte ne voit le jour et qui soient effectivement appliqués.

Nous appelons les universitaires, les étudiants et leurs organisations syndicales, les organisations des droits humains de solidarité et les personnes de conscience dans toute l'Europe, :

1 – à travailler avec le Comité national palestinien du BDS (BNC), la coalition la plus large de la société civile palestinienne, pour identifier et faire connaître la collaboration en matière de recherche existant entre les universités européennes et les entreprises militaires et toutes les institutions de recherche israéliennes qui développent des compétences et des technologies servant à supprimer les droits des Palestiniens ou se rendant complices de tout autre façon des violations israéliennes du droit international, en particulier lorsque cette collaboration se fait dans le cadre du programme du 7^e PC (7) ;

2 – à développer à long terme des campagnes de masse agissantes capables de faire pression avec succès sur les universités et institutions de recherche européennes pour qu'elles mettent fin à leur complicité avec l'apartheid d'Israël et sa mise en œuvre de sa politique, afin d'empêcher de telles collaborations à l'avenir.

Signé par :

le Comité national palestinien du BDS (BNC) (*) (<http://www.bdsmovement.net/>)

la Campagne palestinienne pour le boycott universitaire et culturel d'Israël (PACBI) (<http://www.pacbi.org/>)

la Fédération palestinienne des syndicats d'enseignants et d'étudiants universitaires (PFUUPUE)

la Campagne populaire palestinienne contre le Mur d'apartheid – Stop The Wall (STW) (<http://www.stopthewall.org/>)

la Campagne des étudiants palestiniens pour le boycott universitaire d'Israël (PSCABI)

(*) Le BNC est une large coalition des organisations de la société civile, des syndicats, réseaux et partis politiques les plus importants.

Pour en savoir plus sur cette campagne et pour l'aider à enquêter sur la collaboration avec les organisations israéliennes complices dans votre université, vous pouvez contacter : info@bdsmovement.net

[1] <http://www.bdsmovement.net/2011/military-embargo-working-paper-7517>

[2] <http://www.bdsmovement.net/2009/academic-boycott-aic-5181>

[3] According to research published in November 2010, no non-EU country has received more funding per capita than Israel and Israel is especially overrepresented in the security theme of the research program. <http://www.statewatch.org/news/2010/nov/russell-tribunal-on-palestine-ben-hayes.pdf>

[4] www.bdsmovement.net/2011/stw-european-funding-7939

[5] www.bdsmovement.net/2011/stw-european-funding-7939

<http://www.bdsmovement.net/2011/mcgill-concordia-technion-7102>

[6] For details about Ahava and the campaign against it see <http://www.stolenbeauty.org>

For information about the FP7 projects in which Ahava is involved see [http://cordis.europa.eu/fetch?](http://cordis.europa.eu/fetch?CALLER=FP7_PROJ_EN&QZ_WEBSRCH=ahava&QM_PJA=&USR_SORT=EN_QVD+CHAR+DESC)

[CALLER=FP7_PROJ_EN&QZ_WEBSRCH=ahava&QM_PJA=&USR_SORT=EN_QVD+CHAR+DESC](http://cordis.europa.eu/fetch?CALLER=FP7_PROJ_EN&QZ_WEBSRCH=ahava&QM_PJA=&USR_SORT=EN_QVD+CHAR+DESC)

[7] The European Union maintains a database of all FP7 projects at http://cordis.europa.eu/fp7/projects_en.html

Texte en anglais en pdf : [Palestinian-civil-society-dont-collaborate191011](#)

(138 KiB) (<http://www.bdsmovement.net/files/2011/10/Palestinian-civil-society-dont-collaborate191011.pdf>)
<http://www.bdsmovement.net/2011/dont-collaborate-with-apartheid-8202#.TqHFqZskDjw>

traduction : JPP